



PÉTITION POUR SAUVER LE CRUCIFIX AU SALON BLEU : JAMAIS LES QUÉBÉCOIS N'ONT ÉTÉ CONSULTÉS

🕒 29 mars 2019 📁 Multiculturalisme 👁 895 Visites

HQA >

À d'innombrables reprises, François Legault a assuré que le crucifix trônant au-dessus du siège du président de l'Assemblée nationale resterait en place sous un gouvernement de la Coalition avenir Québec.

En affichant sa volonté de retirer le seul symbole catholique et canadien-français présent au Salon bleu, tout en laissant ceux de la monarchie britannique anglicane, le présent gouvernement trahit l'électorat nationaliste qui l'a porté au pouvoir.



Décrocher le crucifix catholique et laisser les symboles de la monarchie britannique : une aberration !

Catastrophe symbolique

Le retrait du crucifix serait une catastrophe symbolique pour la nation.

Rappelons que le présent gouvernement n'a nullement l'intention d'empêcher les élus de porter de signes religieux ostentatoires.

Cela voudrait donc dire que dans quelques années, **des députés pourraient porter des symboles religieux allogènes – hidjab, turban, kippa – sous les oripeaux de la Grande Bretagne.**



Une image du Parlement jeunesse du Québec : cela annonce l'avenir de la nation

Pétition

Horizon Québec Actuel invite donc tous les patriotes qui sont scandalisés par ce revirement de position antidémocratique de la CAQ à signer cette pétition afin que le crucifix demeure au Salon bleu de l'Assemblée nationale.

Cliquez ici : [SAUVONS LE CRUCIFIX de l'Assemblée nationale](#)

En complément :



Défendre le crucifix à l'Assemblée nationale : un devoir nationaliste

Alexandre Cormier-Denis > Devant les appels répétés de la gauche souverainiste à retirer le crucifix trônant au-dessus de la chaise du président de l'Assemblée, il nous apparaît important de rappeler que ce crucifix est le seul symbole canadien-français dans le Salon bleu de l'Assemblée nationale. Le camp souverainiste – ravagé intellectuellement par 50 ans de propagande ... Lire la suite de



Horizon Québec Actuel

1

Et encore :

Le crucifix à l'Assemblée nationale

